

# %attac déclaration 2010

Attac Österreich  
Margaretenstraße 166  
1050 Wien  
Fon +43.1.5440010  
Fax +43.1.5440059  
Web attac.at  
Email infos@attac.at

---

Construire un autre monde!

Permettre à tous de mener une vie décente !

---

déclaration 2010

## I Petit retour en arrière

Depuis son avènement en 2000, Attac a opposé à l'argument de la mondialisation néolibérale affirmant qu'il n'existe pas d'alternative des solutions concrètes pour un autre monde plus équitable et pour une meilleure compréhension de l'économie mondiale. Nous avons réussi à faire apparaître les conséquences néfastes de la dérégulation des marchés financiers, d'une politique commerciale néolibérale et de la privatisation des services publics, et nous avons également rendu transparent le rôle, le pouvoir et les intérêts des profiteurs. Nos propositions en faveur d'un contrôle démocratique des marchés financiers – en premier lieu la taxe sur les transactions financières – sont aujourd'hui discutées et trouvent un écho favorable dans le monde entier.

Mais comme les effets négatifs du système économique actuel se manifestent de plus en plus fortement, il ne suffit pas de traiter chaque problème de manière isolée. Plus que jamais nous devons relever le défi de la remise en question de ce système et de l'obligation d'apporter des réponses nouvelles.

## II Le système économique actuel – à l’origine de crises diverses et variées

Notre mode principal de production nous permet actuellement de disposer d’une quantité jamais atteinte de biens et de services. Cela devrait permettre de satisfaire les besoins de tous. Néanmoins, de plus en plus de personnes sont exploitées et empêchées de satisfaire leurs besoins de base, et l’environnement est détruit. Dès l’année 2000, Attac a mis le doigt sur de nombreux problèmes de notre système économique. Depuis, ces problèmes se sont accentués : environ un milliard de personnes ont faim, la fracture entre les pauvres et les riches s’accroît au Sud comme au Nord, les phénomènes climatiques extrêmes sont en augmentation (grands incendies, inondations, tempêtes, sécheresse, etc.) La répartition de plus en plus inégale des biens matériels et des ressources concentre progressivement les pouvoirs économiques et politiques entre les mains d’une petite élite (économique).

Tout cela est la conséquence et l’expression d’un système économique au service exclusif de la maximisation du profit individuel, qui a érigé en dogme la croissance illimitée et l’existence de ressources naturelles apparemment inépuisables. Presque tous les domaines de la société sont aujourd’hui soumis à cette logique.

Cette situation devrait inciter les décideurs et les décideuses politiques à modifier fondamentalement leur politique. Nous sommes pourtant témoins d’un « continuer comme avant ». Les représentant(e)s du peuple démocratiquement élus continuent à prendre des décisions qui, au lieu de servir le bien commun, défendent prioritairement les intérêts d’une élite économique et possédante. Le pouvoir des élites économiques et leur interpénétration croissante avec l’élite politique entraîne la perte de démocratie dans tous les domaines. Les décisions importantes sont de plus en plus prises en dehors de la cogestion démocratique et confiées à des « expert(e)s » ou à des « instances de conseillers/ères ». Compte tenu de ce rapport de force, il serait illusoire de se fier aux politicien(ne)s et de croire qu’ils mettront à profit les pouvoirs qui leur sont confiés pour voter des lois et des règlements en rupture avec la logique de profit et de croissance. Le défi auquel nous sommes confrontés consiste à définir le rôle de l’état, la part de la démocratie et la manière dont nous allons reconquérir notre pouvoir de décision.

## III Notre objectif pour les années à venir

Si nous accordons à tous le droit de mener une vie décente, il n’est pas possible de « continuer comme avant ». Nous devons entièrement restructurer la production, à savoir : pour qui, pour quoi et comment nous produisons et la manière dont nous consommons ; nous devons nous orienter selon des objectifs et des principes qui servent le bien commun du point de vue social, écologique et démocratique.

### Objectifs propres à l’ensemble de la société

La préoccupation centrale de notre travail est de parvenir à une vie décente pour tous les humains – aujourd’hui et dans le futur. Une „vie décente pour tous“, cela signifie pour nous concrètement :

- Le respect de la dignité de tous les êtres humains, satisfaction des besoins de base, encouragement du développement individuel.
- L’utilisation écologique durable et la répartition équitable des ressources (sol, eau, plantes, minéraux, etc.) dans l’intérêt du bien commun mondial. La prise en compte des intérêts de vie et de survie des générations à venir.
- La prise de décision commune, aussi bien sur ce qui est produit, pour qui et sous quelle forme, que sur les modes d’utilisation et de préservation des biens d’intérêt général et de gestion des cadres structurels pour cela. Toutes les personnes sont impliquées dans l’autogestion de leur cadre de vie.

Pour assurer une vie décente à tous les humains, il est indispensable de préserver leurs bases existentielles.

### Principes de gestion économique

Pour parvenir à ces objectifs, il faut des formes de gestion économique organisées selon les principes suivants :

- **Justice sociale et durabilité écologique :** production et répartition de la richesse sociale sont assurées d’après un modèle de justice sociale et de durabilité écologique, afin de garantir la sécurité sociale pour tous. L’économie met l’accent sur le principe de précaution et de prévoyance.
- **Répartition équitable du travail :** le travail est réparti,

évalué et valorisé de manière équitable ; il est associé à la production de biens et de services indispensables à la société. Les personnes disposent elles-mêmes de leur temps de vie.

- **Organisation démocratique** : prise en commun, par tous les groupes sociaux, des décisions relatives aux conditions générales et aux règles du jeu de l'économie. Abolition de toute différence de pouvoir entre personnes, sexes, classes, ethnies et régions, qui aurait pour résultat une répartition injuste des perspectives de vie.
- **Orientation en faveur du bien commun** : l'objectif des économies est le plus grand bien commun possible – au niveau local comme au niveau mondial. Coopération, solidarité et responsabilité sont les principes-clés de toute action.

#### **IV LES VOIES DE TRANSFORMATION pour parvenir à une vie décente pour tous**

Nombreux sont ceux qui, dans le monde entier, mettent déjà en pratique au niveau local, des principes économiques basés sur la justice sociale et la durabilité écologique. Ces personnes se battent aussi au niveau régional, national ou mondial pour que soient élaborés des cadres politiques encourageant ces principes. **Il ne s'agit pas de remplacer un modèle économique par un autre qui vaudrait pour le monde entier et pour tous les secteurs de la vie sociale. Des solutions mécaniques et uniques ne sont ni possibles ni fructueuses.** Nous devons développer des formes holistiques de gestion économique, des formes adaptées aux conditions locales, sociales et écologiques ; nous devons comprendre la diversité comme une force et la nature comme le fondement de la vie. Cela exige aussi une réflexion et une modification de nos styles de vie. Nous voulons aborder la recherche d'autres formes de gestion économique en utilisant différentes voies de mutation que nous nommerons « Voies de transformation ». Ils sont la continuation et le développement de contenus auxquels nous travaillons depuis notre fondation. Avec ces **voies de transformation**, nous abordons aussi de nouveaux sujets et associons une analyse complète du système économique actuel à l'élaboration de solutions alternatives.

#### **LA VOIE DE TRANSFORMATION**

##### **Économie financière orientée vers le bien commun**

Sous leur configuration néo-libérale, les marchés financiers sont dans une large mesure responsables de la crise économique et sociale que nous connaissons actuellement. Ils ne sont pas au service d'une économie et d'une société orientées vers le bien commun et démocratiques.

*Nous leur opposons le concept d'une économie financière orientée vers le bien commun*: il est essentiel, à court terme, de fermer le casino financier en procédant à une nouvelle régulation d'envergure au niveau national, européen et mondial ; il faut briser le pouvoir du secteur financier et d'une élite possédante. Les premières mesures importantes allant dans ce sens consisteront à démanteler les banques sur lesquelles repose le système, à fermer les paradis fiscaux, à organiser une régulation plus stricte du capital propre et des règles d'établissement du bilan, à soumettre à autorisation les produits financiers, à introduire une taxe sur les transactions financières et à répartir plus justement la richesse sociale par le biais des impôts sur les revenus du patrimoine et du capital.

A long terme, il faudra instaurer un système financier alternatif basé sur un système bancaire démocratique qui aura pour objectif principal non pas le gain matériel, mais le bien commun. L'attribution des crédits se basera sur des critères sociaux, écologiques et démocratiques afin de financer des projets durables. Les secteurs sociaux primordiaux, comme la prévoyance vieillesse ou la fixation des prix des matières premières ou des taux de change, seront organisés hors des marchés financiers.

#### **LA VOIE DE TRANSFORMATION**

##### **Gé localisation de l'économie**

Notre système économique actuel est basé sur l'énergie « bon marché » (surtout sur le pétrole) et les faibles coûts de transport que cela entraîne, ainsi que sur l'exploitation des « avantages de localisation ». De plus en plus de produits et de services sont fabriqués ou organisés là où les entreprises peuvent économiser des coûts et maximiser leurs profits grâce au faible niveau des salaires et des standards économiques et écologiques. En revanche, la vente a lieu là où existent des revenus élevés, des patrimoines ou un accès aux crédits à la consommation.

*Nous opposons à cela le concept de Gé localisation : le cœur de ce concept est une économie des circuits courts. Les biens et les services pouvant être produits et consommés au niveau local doivent être fabriqués localement. Les circuits économiques régionaux se voient ainsi renforcés. La fabrication de biens nécessitant de grandes unités de production au nom de l'efficacité (par exemple la fabrication des trains ou des voies ferrées) doit s'organiser au niveau continental ou régional. Une partie des biens et des services continueront aussi à être gérés au niveau mondial pour des principes de solidarité et de subsidiarité. Pour parvenir à une économie des circuits courts, il est indispensable de faire apparaître la vérité des coûts écologiques et sociaux et de mettre en place des règles justes de commerce et d'investissements au niveau mondial, règles qui devront prendre en considération les droits humains et leur mise en œuvre.*

## **LA VOIE DE TRANSFORMATION**

### **Souveraineté alimentaire**

Industrialisation de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, essor d'un marché agricole global du fait de traités de libre-échange (tel que, par exemple le libre-échange agricole de l'OMC) : voilà qui explique le démantèlement des entreprises agricoles, le gaspillage des ressources, l'énorme concentration du marché et de la puissance entre les mains d'un petit nombre de multinationales de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et du commerce de détail ; mais voilà aussi qui explique que la faim touche plus de un milliard de personnes dans le monde.

*A cela, nous opposons le concept de souveraineté alimentaire : la souveraineté alimentaire se modèle sur le droit de l'Homme à l'alimentation. Elle inclut le droit des personnes à déterminer elles-mêmes les politiques agricoles et agro-alimentaires, et donc le mode de production, de répartition et de consommation. La souveraineté alimentaire est un concept décentralisé. Il rend possible divers systèmes agricoles et agro-alimentaires, qui sont adaptés aux conditions locales et régionales. Ce qui est recherché là, c'est une agriculture qui garantisse à tous l'accès à une alimentation saine, à un prix abordable et produite dans des conditions durables, qui garantisse aux producteurs un revenu équitable et aux générations futures une alimentation adéquate. A cet égard, l'agriculture paysanne et écologique d'une part, le commerce local et régional (à l'échelle continentale) d'autre part, jouent un rôle central et ont la priorité sur les exportations et le commerce mondial.*

## **LA VOIE DE TRANSFORMATION**

### **Souveraineté énergétique**

Aujourd'hui, la satisfaction de nos besoins fondamentaux dépend des énergies fossiles. Leur épuisement provoquerait en quelques jours l'effondrement de nombre de sphères de la vie et du commerce. Le bien-être dans le Nord global se fonde notamment sur l'exploitation et l'utilisation des ressources énergétiques des pays du Sud global. Ce qui a conduit à une répartition extrêmement inégale de l'utilisation de l'énergie (et des rejets de CO2), et par suite, du bien-être.

*A cela, nous opposons le concept de souveraineté énergétique : la souveraineté énergétique signifie le droit des personnes à exercer le contrôle sur la production et la répartition de l'énergie. L'accès à une énergie abordable est un droit humain fondamental. Un approvisionnement énergétique écologiquement soutenable et socialement juste exige donc non seulement des investissements publics massifs, mais aussi une décentralisation et une démocratisation des structures de répartition. La démocratisation de la recherche et la production de savoir sont aussi incontournables que la construction de réseaux autonomes pour des innovations socio-écologiques. La fin prévisible des énergies fossiles et le changement climatique ne nous laissent pas d'autre solution que le renoncement à l'énergie fossile. Pouvoir offrir à tous un niveau de vie correct avec des énergies renouvelables suppose une réorganisation de la manière dont nous pratiquons le commerce.*

## **LA VOIE DE TRANSFORMATION**

### **biens communs – utiliser en commun ce qui appartient à tous**

Au cours des décennies passées, un nombre de plus en plus important de domaines tels que la Poste, les télécommunications, les chemins de fer, l'énergie etc., qui jusque là, relevaient du domaine public, ont été soumis à la logique du marché sous l'effet de la libéralisation et de la privatisation. Même le savoir est privatisé – par le biais d'accords globaux sur les brevets. Des États, ou des multinationales, s'approprient des terres, essentiellement dans les pays du Sud global (Landgrabbing). Ainsi, les gens se voient privés de leurs moyens de subsistance, tandis que se dégrade leur qualité de vie et que diminue leur possibilité de participation à l'économie.

*A cela, nous opposons le concept de biens communs : l'expression biens communs fait référence à ces choses*

nécessaires à la vie que nous partageons et utilisons en commun. Les biens communs, qu'ils soient naturels, sociaux ou culturels (par exemple l'eau, les matières premières, la terre, le savoir), constituent la condition préalable au fonctionnement de toute société. Notre but consiste à inclure également les services publics dans les biens communs. Les biens communs sont constitués de trois composantes : les ressources du moment, le groupe d'utilisateurs adéquat (pour certains biens communs tels que le climat, c'est l'humanité toute entière), ainsi que les règles, qui sont définies et contrôlées par les usagers eux-mêmes. Les gens peuvent ainsi prendre en main des pans entiers de leur vie. Les biens publics, c'est aussi bien l'autodétermination et l'auto-développement que la coopération et le respect réciproque. Ils contribuent à réhabiliter notamment les populations socialement défavorisées.

Dans une société fondée sur les droits communs, la propriété donne le droit d'utiliser des ressources, mais pas celui d'en exclure d'autres personnes. Les ressources naturelles ne sont pas surexploitées et les biens communs à caractère culturel et social sont traités de façon à ne pas disparaître. La production est organisée de telle manière que chacun contribue en fonction de ses capacités à la production de ce dont nous avons besoin. C'est en ce sens que les biens communs représentent une alternative à l'économie de la croissance.

## LA VOIE DE TRANSFORMATION vers un travail adapté à l'homme

C'est le travail, considéré à l'échelle mondiale, de plusieurs générations de femmes et d'hommes qui représente la base du savoir, du bien-être et de la richesse matérielle. La répartition inégale et injuste de ces trois éléments en fonction du sexe, de l'origine sociale et ethnique, au sein des régions et entre elles, a été imposée et maintenue, à l'échelle globale comme à l'échelle locale, par la puissance économique et politique. Plus de la moitié des heures de travail effectuées restent impayées. Celles-ci sont majoritairement réalisées par des femmes et sont indispensables au fonctionnement de notre société. Les activités couvrant les besoins vitaux susceptibles d'assurer un niveau de vie, en revanche, sont de moins en moins accessibles. Sur un marché concurrentiel orienté vers le profit, le marché du travail est géré comme une marchandise et considéré comme un facteur de coût. Salaires et conditions de travail sont sous pression.

*A cela, nous opposons l'objectif d'un travail adapté à l'homme : le fait que le travail soit adapté à l'homme sup-*

pose un nouveau regard porté sur la condition humaine et une autre organisation : les phases de formation (initiale et continue), de travail couvrant les besoins vitaux, de travail rémunéré, d'activités politiques, de détente et d'activités créatrices sont tout aussi importantes les unes que les autres et doivent être accessibles à tous.

Qui fait quoi et dans quelles conditions ? Cette question doit se réfléchir en fonction des besoins de la population - le travail devrait assurer la subsistance, être gratifiant et déterminer les intérêts de chacun et ceux de la collectivité. Essentielle encore est l'idée de la cogestion démocratique l'usage qui sera fait de la richesse produite. Les moyens de subsistance alternatifs - dissociés du salaire - sont, entre autres, les biens communs ou le revenu minimal inconditionnel.

## LA VOIE DE TRANSFORMATION Démocratisation large

Les possibilités de la cogestion démocratique ont nettement diminué au cours des dernières décennies. C'est ainsi que des décisions, économiques par exemple, s'éloignent de plus en plus de la sphère d'influence de la majorité pour finir par relever de la scène internationale (UE, ONU, OMC). Les élites politiques et économiques sont de plus en plus étroitement imbriquées. Il en découle que de plus en plus de gens réduisent la démocratie au choix des partis ou des professionnels de la politique quand ils ne renoncent pas purement et simplement à leur droit de vote.

*A cela, nous opposons le concept de démocratisation large : démocratisation large signifie que, dans toutes les questions qui concernent l'intérêt général, tout le monde - c'est-à-dire : pas seulement les élites - participe au débat et à la décision : comment le bien-être est-il réparti ? Quelle utilisation des ressources vitales ? Que produit-on, et comment, pour assurer que sont bien créés tous les biens et services qui garantissent une progression du bien commun et préservent sur le long terme les éléments constitutifs de la vie ? Nous cherchons, nous encourageons de nouvelles formes d'organisation de la vie démocratique dans tous les domaines de la vie. Entre autres la cogestion, dans les projets d'habitat par exemple, à l'école et au travail aussi bien que dans les services publics tels que l'organisation des transports, l'aménagement du territoire, la législation sociale ou le budget public. Pour les décisions qui ne peuvent être prises qu'à l'échelle de la planète (sur le changement climatique, par exemple), il en va de même : de nouvelles formes démocratiques s'imposent.*



## **Stratégies pour un autre monde. Configurer la politique et vivre des alternatives**

Depuis notre création, nous avons bien approfondi notre expérience politique ; à partir de là, nous élaborons notre stratégie et l'affinons encore. Le centre de notre action combine activités politiques et alternatives vécues.

Nous informons sur les contextes économiques et créons des lieux de réflexion et de discussion pour permettre aux gens de devenir actifs eux-mêmes (alphabétisation économique).

Nous développons des alternatives politiques concrètes que nous portons activement à la connaissance du grand public pour montrer qu'un autre monde est possible.

Nous nous organisons en réseaux avec des militants de la société civile en Autriche, en Europe et à l'échelle de la planète de manière à faire avancer ensemble des exigences politiques en nous appuyant sur des campagnes et des mobilisations.

Nous soutenons, en y participant, toutes les initiatives, surtout celles qui posent activement les fondements d'un autre monde et qui les vivent à l'échelle locale.

Traduction : Anne-Marie Harnois et Didier Aviat, Coorditrad